



Berlin Eco

NUMERO 19

© DG Trésor

24 juin 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Les prévisions du [Conseil des Sages](#) en date du 23 juin anticipent dans le contexte dégradé du commerce extérieur un recul de -6,5 % du PIB (-6,9 % CVS) en 2020 et une croissance de +4,9 % (+4,9 % CVS) en 2021 ; le PIB pourrait retrouver son niveau d'avant crise en 2022 au plus tôt. L'inflation ne devrait être que de +0,6 % cette année et de +1,6 % en 2021. Le déficit public (toutes APU) devrait s'établir à 6 % du PIB cette année puis à 3,9 % en 2021. Les Sages estiment enfin que le taux d'endettement atteindra 75,2 % du PIB en 2020 puis reculera à 73,3 % en 2021 grâce à une forte croissance.

La [Bundesbank](#) envisage un scénario de base, dans son rapport du mois de juin, avec une baisse du PIB de 7,1% en 2020, qui pourrait être suivie d'un PIB à +3,2 % en 2021 et +3,8 % en 2022. Elle prévoit une chute du PIB d'environ 9,5 % (cvs) au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent.

L'indice du climat des affaires de l'[ifo](#) est en nette hausse à 86,2 points en juin (79,7 points en mai).

Selon une [étude](#) de l'IAB l'effet du plan de relance serait de 1,4 % en 2020 et de 1,7% en 2021 sur la croissance allemande. Il se traduirait également par 200.000 emplois supplémentaires par rapport à un scénario sans plan de relance. Les branches connaissant le plus de retombées en termes d'emploi suite aux décisions du plan de relance, sont l'administration publique, l'éducation et le BTP, et à partir de 2021 aussi le secteur de la santé ou le social notamment.

POLITIQUE BUDGETAIRE

Pour le [Conseil de stabilité](#), la pandémie de covid-19 constitue une situation d'urgence qui justifie de déroger à la règle du frein à la dette. Pour mémoire, le gouvernement anticipe pour cette année 100 Md€ de moindres recettes fiscales par rapport aux estimations d'octobre 2019 et un recul de -6,3 % du PIB. Le Conseil de stabilité a estimé que les mesures du gouvernement engagées dans la lutte contre l'épidémie et ses conséquences économiques sont indispensables et doivent inévitablement être financées par de nouvelles dettes, celles-ci devant toutefois se limiter au nécessaire. Le Conseil estime que le déficit structurel devrait s'élever à 5,5 % du PIB cette année (le BMF l'estimait à 2,6 % en décembre 2019) et pourrait être plus élevé en raison de la mise en œuvre du plan de relance conjoncturel.

POLITIQUES SOCIALES

Le [conseil](#) des ministres a adopté le 24 juin 2020 un « programme fédéral de sauvegarde des places d'apprentissage », comprenant un ensemble de mesures d'aides financières aux PME qui maintiennent leur offre d'apprentissage au même niveau que les trois années précédentes (prime de 2 000 € par contrat d'apprentissage signé en 2020) ou qui l'augmentent par rapport aux années passées (prime relevée à 3 000 €). Des aides sont aussi prévues lors de la reprise par une PME de l'apprenti d'une entreprise en



difficulté, de façon temporaire ou définitive (pour cause de faillite), ou encore lorsque la PME fait appel massivement au chômage partiel.

Selon les prévisions actualisées du [Conseil](#) des sages, le nombre de chômeurs augmenterait à 2,7 M en 2020 (soit + 450 000 sur un an) avant d'amorcer un très léger recul en 2021 ; le taux de chômage (en définition nationale) atteindrait 6,1 % en 2020 et 2021 (contre 5,0 % en 2019).

Le [rapport](#) national sur l'éducation constate une amélioration du niveau de formation et une plus grande flexibilité du système de formation (passerelles entre les différents types d'école ou entre l'école et la formation supérieure) sur la dernière décennie. Les dépenses par écolier dans les établissements publics ont progressé de 22 % entre 2010 et 2017 à 7 300 €, le nombre des écoles prévoyant un accueil à la journée a fortement augmenté (part de 68 % en 2018 contre 30 % en 2005). Néanmoins la part des jeunes en échec scolaire augmente à nouveau et le recours aux outils numériques est encore très restreint dans les écoles.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Le cabinet d'audit EY n'ayant pu vérifier l'existence d'1,9 Md€ dans deux banques philippines (BPI et BDO), a annoncé le jeudi 18 juin son refus de valider les comptes 2019 de [Wirecard](#), FinTech spécialiste des paiements électroniques, provoquant la chute de l'action (de 104 € le 17/06 à 12 € le 24/06) et la démission de son PDG, Markus Braun. La FinTech a finalement déclaré [son insolvabilité](#) le jeudi 25 juin.

D'après une étude réalisée cette année par [Union Investment](#) (banque d'investissement des banques mutualistes) auprès de 166 investisseurs institutionnels, 80 % d'entre eux prennent en compte des **critères de durabilité** (ESG) dans le choix de leurs placements. Cette part était de 72 % en 2019 et de 60 % en 2015. La majorité des investisseurs interrogés (92 %) estiment que les risques climatiques ne sont pas suffisamment pris en compte sur les marchés financiers et 72 % considèrent que le prix actuel du CO₂ émis est trop bas et qu'il devrait atteindre 63 €/tonne.

REGULATION FINANCIERE

Le **taux de couverture du SCR** (capital de solvabilité requis) chez les [assureurs-vie](#) est passé de 327 % (2018) à 257 % (2019), en raison de la faiblesse des taux d'intérêt. Le taux d'Allianz atteint 217,6 %, le taux le plus élevé étant atteint par R+V AG avec 441,2 %.

BANQUES ET ASSURANCES

Le **FMS**, le fonds de stabilisation des marchés financiers créé en 2008 pour sauver le secteur bancaire allemand, enregistre en 2019 [une perte de 470,4 M€](#) (contre -1,5 Md€ en 2018) résultant en partie de la baisse du cours de l'action Commerzbank dont l'Etat fédéral détient 15,6%. Les pertes cumulées depuis la création du fonds s'élèvent à 23 Md€ au 31 décembre 2019 (contre 22,6 Md€ fin 2018).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Antoine Guilleman, Lucie Petit et Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 24 juin 2020